



## Israéliens et Israéliennes, bienvenue au BDS

### Description

Par Amjad Iraqi, le 19 mars 2023

*Bien qu'elles ne soient pas nommées comme telles, les tactiques du BDS (le mouvement Boycott, Désinvestissement, Sanctions) ont été au cœur des manifestations anti-gouvernementales israéliennes. Et cette hypocrisie n'échappe pas aux Palestiniens.*



Lors d'une manifestation antigouvernementale, le 16 mars, 2023, des manifestants israéliens affrontent la police à cheval alors que celle-ci bloquait Ayalon Highway. (Oren Ziv)

Il aura fallu que deux mois aux Israéliens pour briser l'un de leur plus grands tabous politiques dans la lutte contre le gouvernement d'extrême droite. Irrités par le régime autocratique de la coalition, les partis d'opposition juifs s'engagent à [ne pas participer](#) aux votes finaux de la Knesset sur la législation visant à remanier le système judiciaire. Des diplomates et des ambassadeurs israéliens [quittent](#) leurs postes en signe de protestation. Les réservistes de l'armée [s'opposent](#) en masse au service et se trouvent affectés toutes les unités, des troupes de combat à l'armée de l'air. Les entreprises technologiques et les sociétés de capital-risque [se délocalisent](#) à l'étranger et transfèrent ailleurs des centaines de millions de dollars. Des artistes, des écrivains et des intellectuels appellent les dirigeants mondiaux à [éviter](#)

---

[les rencontres](#) avec des hauts responsables israéliens, y compris le Premier ministre.

Aucun de ces groupes ne lâ??admettra, mais câ??est, de lâ??avis de tous, lâ??une des campagnes BDS les plus impressionnantes jamais vues.

Dans IsraË«l dâ??aujourdâ??hui qui a dÃ©cidÃ©ment la tÃªte Ã  lâ??envers, les boycotts, les dÃ©sinvestissements et les sanctions â?? bien quâ??ils ne soient pas explicitement nommÃ©s comme tels â?? sont devenus des stratÃ©gies centrales du [mouvement de protestation israÃ©lien](#). De larges pans de la sociÃ©tÃ© ne se contentent plus de se distancier du programme du gouvernement, mais, pour en finir, recherchent activement des perturbations Ã  lâ??Ã©chelle nationale et, au-delÃ , demandent une intervention internationale. Lâ??Ã©conomie, la sÃ©curitÃ© et la vie quotidienne sont vues comme autant de sacrifices nÃ©cessaires pour sauver la Â« dÃ©mocratie Â». Ã  cette Ã©chelle, il ne sâ??agit plus dâ??un mouvement qui vise seulement Ã  en finir avec une certaine complicitÃ© de la population ; il sâ??agit, en fait, dâ??une rÃ©volte civile.

Comble de lâ??ironie, ces mÃ©thodes de rÃ©sistance civile sont encouragÃ©es par des personnalitÃ©s qui ont passÃ© des annÃ©es Ã  dÃ©noncer et cibler ceux qui les utilisaient. Yair Lapid, leader de lâ??opposition Ã  la Knesset et ancien premier ministre, [continue dâ??appeler](#) Ã  des manifestations de masse et Ã  des grÃªves, et [a exhortÃ©](#) les municipalitÃ©s Ã  ne pas coopÃ©rer avec certaines unitÃ©s ministÃ©rielles du gouvernement, cette expression politique faisant partie du Â« profond instinct dÃ©mocratique Â» des IsraÃ©liens. Câ??est ce mÃªme Lapid qui [a accusÃ©](#) les groupes anti-occupation israÃ©liens de Â« subversion Â» pour avoir dÃ©noncÃ© les abus militaires, qui a supervisÃ© [la mise au ban](#) des ONG palestiniennes de dÃ©fense des droits de lâ??homme en les qualifiant de Â« terroristes Â» et qui a exigÃ© que les lois amÃ©ricaines [anti-BDS](#) soient utilisÃ©es pour punir la sociÃ©tÃ© de crÃªmes glacÃ©es Ben & Jerryâ??s de ne pas vendre de produits dans les colonies illÃ©gales de Cisjordanie, [dÃ©nonÃ§ant](#) le dÃ©sinvestissement comme une Â« capitulation honteuse face Ã  lâ??antisÃ©mitisme Â».



Des militants, portant une banderole BDS, manifestent pour la libération de la Palestine et contre la récente agression israélienne contre Gaza, Paris, 22 mai 2021. (Anne Paq/Activestills.org)

[La loi anti-boycott](#) d'Israël, promulguée en 2011, plane désormais en principe sur tous ces nouveaux dissidents car elle permet à tout citoyen de poursuivre les manifestants au nom d'un « préjudice aux finances ou à la réputation » de l'État ou des autres entités sous son contrôle. La Cour suprême israélienne à l'institution pour laquelle le mouvement de protestation se bat avec tant d'acharnement a pourtant [approuvé](#) avec enthousiasme la loi antidémocratique en 2015, qualifiant le boycott à « une forme de terreur politique », de « sectaire, malhonnête et honteux », et de tentative à « d'antisémitisme juif ». Les politiciens israéliens, y compris du centre et du centre-gauche, considéraient à l'époque le

---

sacrifice des droits civils comme le prix à payer nécessaire non seulement pour réprimer les Palestiniens, mais aussi pour dissuader les Israéliens juifs de boycotter les colonies. Maintenant, si la droite le décide, le mouvement anti-gouvernemental pourrait être amené à payer le même prix pour sa sédition.

## « Nous vous l'avons bien dit »

La dissonance cognitive actuelle n'échappe point aux Palestiniens. Au cours des deux décennies qui ont suivi le lancement du [mouvement BDS](#), les Palestiniens et leurs alliés ont été diffamés, censurés et attaqués dans leur pays d'origine, les entreprises et les gouvernements à utiliser des [tactiques non violentes](#) pour faire pression sur Israël pour qu'il mette fin à ses violations des droits humains. Ses [demandes](#), fermement ancrées dans le droit international, sont de parvenir à l'égalité des droits pour les Palestiniens en Israël, de mettre fin au régime militaire dans les territoires occupés, et de permettre aux réfugiés palestiniens de retourner sur leur terre natale à des droits fondamentaux qui, dans tout autre pays, ne sauraient souffrir de telles controverses.

Au-delà du respect bafoué de leur simple droit de défier Israël, BDS a été agressivement dénoncé au mieux comme « contre-productif » et au pire comme « antisémite ». Une multitude de lois et de politiques américaines et européennes [criminalisent](#) effectivement le mouvement, le [définissant](#) comme une forme de racisme. Même les groupes juifs américains libéraux – dont certains accueillent favorablement l'idée de [conditionner](#) l'aide militaire à Israël, et ont appelé la semaine dernière à [révoquer](#) le visa du ministre des finances israélien – insistent toujours catégoriquement sur le fait qu'ils ne soutiennent ni ne participent au mouvement BDS.

Cette prise de distance est, bien des regards, une dérobade qui révèle l'hypocrisie et le racisme au cœur du débat autour du BDS. Il est parfaitement raisonnable, semble-t-il, d'éviter les responsables israéliens, de couper les liens financiers et de perturber les espaces publics lorsque les Juifs du courant dominant exigent. Mais lorsque les Palestiniens vivant sous l'oppression israélienne exigent la même chose, leurs appels doivent être scrutés, rejetés, voire punis. Il est étonnant que les tactiques du BDS soient actuellement légitimes lorsqu'il s'agit d'aider les Israéliens juifs à protéger un *statu quo ante* dans lequel la suprématie raciale et l'occupation militaire, bien que dissimulés sous des apparences plus démocratiques, étaient la norme – alors qu'utiliser BDS au nom de l'égalité, de la liberté et de la justice pour les Palestiniens reste, aux yeux des Israéliens, une menace existentielle.

La vitesse avec laquelle de nombreux étrangers, y compris des membres du Congrès américain, ont soudain adopté un langage et des idées politiques plus sévères à l'égard du gouvernement israélien, montre comment des groupes, même bien intentionnés, persistent à s'auto-désigner comme gardiens de ce que les Palestiniens sont autorisés à dire, faire et avoir. Le discrédit des voix palestiniennes, le conditionnement de leurs droits aux diktats israéliens et le refus de tenir le « seul état juif » responsable devant le droit international, constituent précisément ce qui a donné à Israël le temps et l'impunité pour arriver à sa plus récente étape fasciste.

Il est donc très tentant pour les Palestiniens de dire au monde « nous vous l'avons bien dit ». Mais pour l'instant, dans l'espoir que ce moment puisse servir de leçon, peut-être est-il préférable de simplement dire à tous les nouveaux militants israéliens du BDS : bienvenue.

Cet article fut initialement publié dans « The Landline », la [newsletter](#) hebdomadaire de +972.

**Amjad Iraqi** est rédacteur senior à +972 Magazine. Il est également analyste politique au « think tank » Al-Shabaka et fut auparavant responsable plaidoyer politique au centre juridique Adalah. En plus de +972, ses écrits ont été publiés dans la London Review of Books, The Nation, The Guardian et Le Monde Diplomatique, entre autres. Il est citoyen palestinien d'Israël, basé à Haifa.

Source : [+972 Magazine](#)

Traduction BM pour l'Agence Média Palestine

## Tags

1. BDS
2. Knesset
3. manifestations
4. Netanyahu
5. Yair Lapid

**date créée**  
2023/03/23